



ATI79

66 rue Jacques Daguerre
79000 NIORT

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux membres de l'Association ATI 79

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ATI 79 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne :

- L'association perçoit des subventions de ses différents partenaires. Nous nous sommes assurés de la correcte évaluation de ces subventions et nous avons vérifié leur utilisation.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral du président et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821.55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Niort, le 28 mai 2026

CEGEF RECHARD & ASSOCIES



Mikael HUGONNET
Commissaire aux Comptes

BILAN ACTIF SIMPLIFIE

ACTIF	Brut 2025	Amortissement 2025	Net 2025	Net 2024
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Actif immobilisé		0,00	0,00	0,00
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	64 293,88	58 624,54	5 669,34	1 582,55
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrain	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel	7 318,98	4 822,25	2 496,73	1 038,73
Autres immobilisations corporelles	843 807,28	381 519,26	462 288,02	103 154,48
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				730,18
Biens reçus par leg ou donations destinés à être cédés				
Biens reçus par leg ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres titres immobilisés	102 038,50		102 038,50	102 008,25
Prêts				
Autres immobilisations financières	38 735,76		38 735,76	4 678,09
TOTAL II	1 056 194,40	444 966,05	611 228,35	213 192,28
Actif circulant		0,00	0,00	0,00
Stocks et en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés		16 904,09	-16 904,09	
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	175 748,02		175 748,02	128 529,11
Charges constatées d'avance	60 335,50	0,00	60 335,50	4 491,64
Valeurs mobilières de placement				
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	1 426 600,62		1 426 600,62	1 672 820,04
TOTAL III	1 662 684,14	16 904,09	1 645 780,05	1 805 840,79
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Ecart de conversion Actif (VI)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	2 718 878,54	461 870,14	2 257 008,40	2 019 033,07

BILAN PASSIF SIMPLIFIE

PASSIF	Exercice 2025	Exercice 2024
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	0,00	0,00
Fonds propres complémentaires	0,00	0,00
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires	0,00	0,00
Fonds propres complémentaires	0,00	0,00
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	112 478,28	112 478,28
Réserves pour projet de l'entité	0,00	0,00
<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	0,00	0,00
Autres réserves	745 867,43	726 867,43
Report à nouveau	342 723,31	162 503,41
<i>dont report à nouveau hors activités sociales et médico-sociales</i>	-14 303,32	-14 706,37
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales non contrôlées</i>	0,00	0,00
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	409 974,00	184 491,89
<i>dont dépenses refusées ou inopposables aux financeurs</i>	-52 947,37	-7 282,11
<i>dont charges des activités SMS de prise en compte différée</i>	0,00	0,00
Résultat en attente d'affectation	0,00	0,00
<i>dont résultat hors activités sociales et médico-sociales</i>	0,00	0,00
<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales non contrôlées</i>	0,00	0,00
<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	0,00	0,00
Excédent ou déficit de l'exercice	244 414,80	199 219,90
Situation nette (sous total)	1 445 483,82	1 201 069,02
Fonds propres consommables	0,00	0,00
Subventions d'investissement	21 104,14	21 104,14
Provisions réglementées	157 431,36	147 118,39
TOTAL I	1 624 019,32	1 369 291,55
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	0,00	0,00
Fonds dédiés	0,00	0,00
TOTAL II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	70 903,84	71 184,23
Provisions pour charges	18 378,23	14 363,67
TOTAL III	89 282,07	85 547,90
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	15,00	
Emprunts et dettes financières diverses	1 049,43	929,57
Instruments financiers à terme	0,00	0,00
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	42 079,47	37 395,35
Dettes des legs ou donations	0,00	0,00
Dettes fiscales et sociales	492 776,27	517 559,70
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	7 786,84	8 309,00
Produits constatés d'avance		
TOTAL IV	543 707,01	564 193,62
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	2 257 008,40	2 019 033,07

COMPTE DE RESULTATS SIMPLIFIE

PRODUITS	Exercice 2025	Exercice 2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	1 250,00	1 215,00
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens		
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestation de service	16 133,36	990,13
<i>Dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	4 417 265,01	4 048 309,44
<i>Dont des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	4 417 265,01	4 048 309,44
Versements des fondateurs ou conso de la dot consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
<i>Dons manuels</i>		
<i>Mécénats</i>		
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	13 134,39	27 311,06
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	0,00	0,00
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	3 040,98	38 163,25
TOTAL I	4 450 823,74	4 115 988,88
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	0,00	0,00
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	865 596,33	753 904,40
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	311 423,64	255 326,97
Salaires	2 168 234,79	2 125 843,30
Cotisations sociales	763 453,93	714 920,21
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	67 500,71	54 575,42
Dotations aux provisions	16 868,56	12 363,67
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	0,00	0,00
Report en fonds dédiés		
Autres Charges	11 212,52	
TOTAL II	4 204 290,48	3 916 933,97
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	246 533,26	199 054,91
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	2 703,42	3 118,37
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	7 609,55	8 734,93
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change		4,32
Produits des immobilisations financières cédées	0,00	0,00
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
TOTAL III	10 312,97	11 857,62
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	0,00	0,00
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées	0,00	0,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
TOTAL IV	0,00	0,00
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	10 312,97	11 857,62
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	256 846,23	210 912,53

PRODUITS	Exercice 2025	Exercice 2024
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels		4 831,18
TOTAL V		4 831,18
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles	10 426,43	14 301,81
TOTAL VI	10 426,43	14 301,81
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-10 426,43	-9 470,63
Participation des salariés aux résultats (VII)	0,00	0,00
Impôts sur les bénéfices (VIII)	2 005,00	2 222,00
Total des produits (I+III+V)	4 461 136,71	4 132 677,68
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	4 216 721,91	3 933 457,78
EXCEDENT OU DEFICIT	244 414,80	199 219,90
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	2 936,00	2 046,49
Bénévolat		
TOTAL	2 936,00	2 046,49
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURES		
Secours en nature		
Mise à disposition de biens et services		
Prestations		
Personnel bénévole		
TOTAL	0,00	0,00

CEGEF RECHARD
et Associés
Commissaires aux comptes
499 Avenue de Paris
79000 NIORT

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

PREAMBULE

Les comptes annuels au 31/12/2025 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivants les prescriptions du :

- Règlement ANC n° 2022-06 du 5 novembre 2022 modifiant le règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général (et Règlement ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023)
- Règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 modifié relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif qui réforme le règlement CRC 99-01
- Règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général

L'annexe comprend ainsi les dispositions du règlement ANC n° 2022-06 du 5 novembre 2022 applicables pour la première fois aux comptes sociaux de l'exercice 2025.

La durée de l'exercice social est de 12 mois.

« L'exercice social commence le 1^{er} janvier de chaque année civile et se termine le 31 décembre de la même année. » (Article 19 des statuts).

Le règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif s'applique à tout organisme à but non lucratif qui est tenu d'établir des comptes annuels (art.111-1), et il continue à s'appliquer de plein droit à l'ATI 79.

Le plan comptable général modifié ne change pas le principe que les entités tenues d'établir des comptes annuels doivent présenter une annexe. En effet, les comptes annuels comprennent toujours le bilan, le compte de résultat et l'annexe ; ils sont établis à la clôture de l'exercice et forment un tout indissociable (art.112-1 du règlement ANC n°2014-03). L'ATI 79 a donc élaboré son annexe en sus du bilan et du compte de résultat. Elle comporte toutes les informations d'importance significative destinées à compléter et à commenter celles données par le bilan et le compte de résultat (art.112-4 du règlement ANC n°2014-03).

Les comptes annuels, une fois arrêtés par le conseil d'administration et approuvés par l'assemblée générale, permettent une publication externe d'informations à caractère comptable.

Les comptes annuels, et en particulier l'annexe, doivent être préparés dans un souci de transparence vis-à-vis des parties prenantes, notamment les financeurs, afin de garantir la confiance dans la gestion de l'ATI 79.

Les comptes de l'exercice 2025 ont été vérifiés par le Cabinet @comexpertise, agissant en qualité de commissaire aux comptes.

1. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Les successions de gouvernance politique nationale ont maintenu l'activité dans un immobilisme ancré dans un climat d'incertitudes tant sociales qu'économiques. A titre d'exemple, il aura fallu attendre la rentrée de septembre 2025 pour savoir si le Ségur pour Tous obtenu en 2024 serait financé en 2025.

Au niveau institutionnel, après 10 ans de recherches, l'antenne de Niort a déménagé ses bureaux de l'hyper centre pour s'installer au Clou Bouchet.

Suite à l'évaluation menée par la HAS en 2024, l'ATI 79 s'est vu renouvelée dans son autorisation de fonctionnement en date du 29 juillet 2025, avec le même nombre de mesures.

L'application opérationnelle de la Démarche Qualité exige encore quelques moyens à ajuster à l'heure de ce rapport et c'est un des axes de travail majeur de la Direction et de la Gouvernance.

Activité

Le nombre de mesures confiées n'a augmenté « que » de 20 mesures entre le 31/12/2024 et le 31/12/2025, mais cela ne dit rien du flux d'entrées et de sorties de mesures qui génère un accroissement de l'activité non retenu dans les indicateurs d'activités.

L'actualité économique du second semestre 2025 s'est fortement concentrée sur le déménagement de l'antenne de Niort. Il a eu lieu le 1er décembre 2025 après 6 mois de préparation et de travaux.

Le financement des aménagements de ces nouveaux locaux, validé avec le financeur, a considérablement modifié l'état du patrimoine au 31 décembre 2025.

RH

L'ATI 79 a bénéficié de mesures pérennes fléchées sur la création de poste : 1 apprenti MJPM et un 0.2 ETP d'assistante.

Pour la cinquième année consécutive, une prime de partage de la valeur de 100 à 750 euros brute, a été attribuée en décembre 2025, à l'ensemble des salariés dont le contrat de travail était en vigueur au 31 décembre 2025.

Dans la continuité des travaux engagés en 2024, l'année 2025 a également permis de poursuivre la révision de l'organisation interne à travers les négociations menées avec la déléguée syndicale qui ont notamment abouti à la refonte de l'accord relatif à l'aménagement du temps de travail, et à la conclusion d'un accord NAO (négociations annuelles obligatoires) centré sur l'emploi des seniors et le maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés.

Conseil d'Administration

Depuis avril 2025, le bureau est constitué de 4 membres.

Le total du bilan consolidé de l'exercice avant affectation du résultat est de **2 257 008.40€**.

Le résultat net comptable consolidé dégage un excédent de **244 414.80€**.

2. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

L'exercice social clos le 31/12/2025 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2024 avait une durée de 12 mois.

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2025 ont été établis et présentés conformément

- à l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations ;
- en application de l'arrêté du 15/12/2020 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services publics sociaux et médico-sociaux ;
- en application du règlement n° 2022-06 du 4 novembre 2022 modifiant le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, amendé par le règlement n° 2018-06.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

Les éléments de l'actif ont été évalués selon la méthode des coûts historiques.

Les modalités d'amortissements de l'actif immobilisé sont conformes à l'instruction comptable applicable aux établissements et services sociaux et médico-sociaux. Les biens sont amortis selon le mode linéaire sur la base de leur durée de vie économique.

Il n'existe aucun bien nécessitant l'application de la méthode par composant sur les actifs.

Pour la première année, le risque de non recouvrement des créances liées à la collecte de la participation aux frais de mesures a été constaté et la provision constituée est détaillée au chapitre des 4.2.2. Provisions, dépréciations...

Les reclassements au sein des produits et des charges d'exploitation ont été opérés dans le compte de résultat conformément au règlement n° 2022-06 de l'ANC. Les incidences sont présentées au chapitre 5.

Depuis 2017, suite à la création d'un dossier comptable spécifique à la Vie associative, la présentation des comptes résulte de la consolidation :

- du dossier comptable ATI Service MJPM
- du dossier comptable Vie associative.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

3. NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Comme écrit en préambule, l'actualité économique du second semestre 2025 s'est fortement concentrée sur le déménagement de l'antenne de Niort. Il a eu lieu le 1er décembre 2025 après 6 mois de préparation et de travaux.

Le financement des aménagements de ces nouveaux locaux, validé avec le financeur, a considérablement modifié l'état du patrimoine au 31 décembre 2025 : augmentation des acquisitions des biens corporels (et donc de la dotation aux amortissements), et des dépôts de garantie (signature du nouveau bail).

Il est à noter que les anciens locaux n'ayant été rendus qu'en date du 31 janvier 2026, d'autres modifications (mises au rebut ou donations de mobilier inadaptable aux nouvelles modalités de travail) se poursuivront en 2026.

3.1. Actif immobilisé

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire, en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

- Logiciel : 2 à 3 ans
- Aménagements, agencements et installations : 3 à 10 ans
- Matériel de bureau : 2 à 10 ans
- Mobilier : 10 ans

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-après.

3.1.1. Immobilisations brutes

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	62 203,72	4 680,00	2 589,84	64 293,88
Immobilisations corporelles	449 024,63	410 708,41	8 606,78	851 126,26
Immobilisations financières	106 686,34	34 087,92	0,00	140 774,26
TOTAL	617 914,69	449 476,33	11 196,62	1 056 194,40

3.1.2. Amortissements d'actif

Amortissements	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	60 621,17	593,21	2 589,84	58 624,54
Immobilisations corporelles	344 831,42	50 003,41	8 493,32	386 341,51
TOTAL	405 452,59	50 596,62	11 083,16	444 966,05

3.1.3. Détail des immobilisations et amortissements en fin de période

Nature des biens immobilisés	Montant	Amortissement	Valeur Nette	Durée
Concessions, brevets, licences	64 293,88	58 624,54	5 669,34	2 ans
Matériels	7 318,98	4 822,25	2 496,73	5 ans
Installations générales, agencement	468 600,41	87 962,21	380 638,20	10 à 20 ans
Matériel de bureau et matériel info.	244 417,56	227 226,58	17 190,98	3 à 10 ans
Mobilier	130 789,31	66 330,47	64 458,84	10 ans
TOTAL	915 420,14	444 966,05	470 454,09	

3.2. Etat des créances

Les créances sont ventilées en catégories : échéance à moins d'un an et échéance à plus d'un an.

Etat des créances	Montant brut au 31/12/2025	Échéances	
		à 1 an au +	à + d'1 an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations	102 038,50	102 038,50	
Prêts			
Aures immobilisations financières	38 735,76	38 735,76	0,00
Créances de l'actif circulant:			
Créances clients et comptes rattachés			
Autres créances	175 748,02	175 748,02	0,00
Personnel et comptes rattaches			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Etat et autres collectivités publiques			
Autres créances			
Charges constatées d'avance	60 335,50	60 335,50	0,00
TOTAL	376 857,78	376 857,78	0,00

4. NOTES SUR LE BILAN PASSIF

4.1. Eléments en instance d'affectation

A la clôture du 31 décembre 2025, on note :

Que l'arrêté du 8 Décembre 2025, a défini notre dotation comme suit :

- La dotation globale de financement, est de 3 729 132,24 euros ;
- Elle inclut 83 719,57 euros de crédits non reconductibles ;
- Elle est composée de 71 990,74 euros de mesures nouvelles pérennes ;
- Elle est calculée en tenant compte de la reprise de l'excédent du résultat 2023 affecté au financement des mesures d'exploitation à hauteur de 162 772,79 euros ;

Le montant de la variation de la provision pour congés payés, non opposable au financeur, s'élève à -56 275,43€.

4.2. Fonds associatifs

4.2.1. Subvention d'investissement

Il n'y a eu aucune subvention d'investissement pour l'année 2025.

4.2.2. Provisions, dépréciations, fonds dédiés et réserve de compensation

Une dotation de 10 312,97 € a été inscrite en provision réglementée des réserves des plus-values nettes d'actif circulant (compte 14862) comme le prévoient les articles R. 314-81 et R. 314-95 du CASF. Cette provision est destinée à conserver le bénéfice des produits financiers.

Comme en 2024, les 280,39 euros enregistrés couvrent la dépense d'amortissement de la cloison de l'accueil de Parthenay terminée en 12/2023.

Les mouvements de la provision *Autres provisions* correspondent à l'issue sans condamnation du second contentieux prud'hommal (2 000 euros) ; à un désengagement (-10 854 euros) et un engagement (16 868,56 euros) de la responsabilité de l'association dans l'exercice de la gestion pour le compte d'un majeur protégé.

L'inscription et les modalités du calcul de la provision pour créance douteuse ont été convenues et validées au cours de l'exercice 2025 avec le financeur. Les créances correspondent à la participation aux frais de mesure due par les majeurs pour lesquels l'association exerce ou a exercé la mesure de protection.

Le principe est le suivant : les créances qui n'ont pas pu être recouvrées dans un délai supérieur à 36 mois font l'objet d'une provision pour risque de non recouvrement à hauteur de 100% et elles seront constatées comme définitivement perdues à l'issue d'un délai de 60 mois (délai couvrant un retour à meilleur fortune dans la situation d'une succession ou de la vente d'un bien immobilier).

Il n'y aura donc pas de créance définitivement irrécouvrable constatée avant l'exercice 2027 pour les créances nées en 2022.

Provisions et dépréciations	A l'ouverture	Dotation	Reprise	A la clôture
Provisions réglementées :				
Réserves des plus-values nettes d'actif circulant	147 118,39	10 312,97	0,00	157 431,36
Provisions pour risques et charges :				
Provision pour financ. de formation diverses	44 401,13			44 401,13
Provisions pour risques	26 783,10		280,39	26 502,71
Autres provisions pour risques	14 363,67	4 014,56		18 378,23
Dépréciations :				
Dépréciations des comptes de tiers		16 904,09		16 904,09
Participation aux frais de mesures 2022		4 945,31		4 945,31
Participation aux frais de mesures 2023		5 772,31		5 772,31
Participation aux frais de mesures 2024		6 186,47		6 186,47
TOTAL	232 666,29	31 231,62	280,39	263 617,52

Au 31 décembre 2025, le fond collectif d'IFC souscrit auprès d'Arial CNP Assurances pour l'intégralité de la masse salariale, s'élève à 258 396 euros.

4.3. Etat des dettes

Les dettes sont ventilées en 3 catégories : échéances à moins d'un an, échéances d'un à cinq ans et échéances à plus de 5 ans.

Etat des Dettes	Montant brut au 31/12/2025	Échéances		
		à 1 an au +	à + d'1 an	à + d'5 ans
Emprunts obligataires convertibles	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00	0,00
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	1 064,43	1 064,43	0,00	0,00
Emprunts et dettes financières divers	0,00	0,00	0,00	0,00
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	42 079,47	42 079,47	0,00	0,00
Personnel et comptes rattachés	176 076,99	176 076,99	0,00	0,00
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	215 995,59	215 995,59	0,00	0,00
Etat et autres collectivités publiques	100 703,69	100 703,69	0,00	0,00
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres dettes	7 786,84	7 786,84	0,00	0,00
Produits constatés d'avance	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL	543 707,01	543 707,01	0,00	0,00

Le total des dettes s'élève à 543 707,01 € au 31/12/2025. Aucun contentieux n'est apparu au cours des travaux et on note un apurement normal des dettes en 2026.

5. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

5.1. Charges

CHARGES	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024	VARIATION 2024/2025	
			Montant	Pourcentage
Charges d'exploitation	4 204 290,48	3 916 933,97	287 356,51	7,34%
Charges financières			0,00	
Charges exceptionnelles	10 426,43	14 301,81	-3 875,38	-27,10%
Impôts sur les bénéfices	2 005,00	2 222,00	-217,00	-9,77%
TOTAL	4 216 721,91	3 933 457,78	283 264,13	7,20%

Seules les dépenses d'exploitation ont augmenté entre 2024 et 2025 et les variations les plus significatives s'expliquent par :

Charges d'exploitation :

La dépense réelle du poste des autres achats et charges externes représente 39% de l'augmentation et elle s'explique principalement par le déménagement-emménagement de l'antenne de Niort.

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève à 7 776 euros.

Les dépenses de personnel ont augmenté de 4.7% par rapport à N-1, mais l'interprétation reste plus complexe du fait :

- N-1 n'est pas une année référence car pour rappel la dépense 2024 - résultat du turn-over, des postes vacants et d'un Ségur pour Tous non financé – était inférieure à 2023.
- le reclassement des anciens comptes de transfert de charges liées au personnel au crédit d'un compte 649 qui n'existe que depuis le 1^{er} janvier 2025.

En référence à l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006, l'information du montant total des rémunérations pour l'exercice clos le 31/12/2025 versées aux trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles et salariés de l'association, n'est pas produite, car elle conduirait à produire celle d'une rémunération individuelle.

Charges exceptionnelles :

Les dépenses exceptionnelles s'imposent par le caractère imprévisible et pour la deuxième année consécutive, elles sont en baisse.

Impôt société :

L'impôt société calculé sur les intérêts des comptes d'épargne a suivi la baisse des taux de rémunérations et a donc sensiblement diminué par rapport à 2024.

5.2. Produits

PRODUITS	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024	VARIATION 2024/2025	
			Montant	Pourcentage
Produits d'exploitation	4 450 823,74	4 115 988,88	334 834,86	8,13%
Produits financiers	10 312,97	11 857,62	-1 544,65	-13,03%
Produits exceptionnels		4 831,18	-4 831,18	-100,00%
TOTAL	4 461 136,71	4 132 677,68	328 459,03	7,95%

Seuls les produits d'exploitation sont à la hausse.

Produits d'exploitation :

La DGF 2025 a été augmentée de mesures nouvelles pérennes à hauteur de :

- **52 037** euros pour financer 1,2 créations de postes, et différentes mises en conformité
- **17 953,74** euros pour financer les coûts structurels

Concernant les frais de mesures, les montants des règlements s'élèvent à 704 730,69 euros sur l'exercice soit +7% par rapport à 2024.

Les dons perçus s'élèvent à **2 936** euros et correspondent à l'abandon de remboursement d'indemnités kilométriques et de frais de déplacements de plusieurs membres du Conseil d'administration.

Produits financiers :

Ils sont en légère diminution par rapport à 2024.

6. DETAIL DES POSTES CONCERNÉS PAR LE CHEVAUCHEMENT D'EXERCICE

Les comptes détaillés dans les tableaux suivants concernent les écritures comptables relatives à l'indépendance des exercices.

6.1. Charges constatées d'avance

Ce compte présente un solde de 60 335,50 € dont les 2/3 sont les loyers immobiliers des bureaux de Niort du 1^{er} trimestre 2026 et les locations des véhicules pour le mois de janvier 2026.

6.2. Produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Autres Créances	
Produits à recevoir	132 095,37
Produits à recevoir - Personnel et comptes rattachés	40 092,66
Produits à recevoir - Sécurité sociale et autres organismes	0,00
Produits à recevoir - Etat et autres collectivités publiques	3 559,99
TOTAL	175 748,02

Les produits à recevoir correspondent à :

- 2 625.66 € de charges d'exploitation indûment payées ;
- 87 282.97 € de participation des majeurs au financement de leur mesure de protection ;
- 34 572.14 € de remboursements de formations par l'OPCO ;
- 468 € de refacturations conventionnelles ;
- - 8 309 euros de mouvements de trésorerie entre le siège et le service ;
- 1 162.40 euros de paiements à faire pour le compte de majeurs protégés.

CNP Assurance doit 40 092.66 euros de prise en charge des indemnités de départ en retraite versées en 2025.

Les produits à recevoir de l'Etat et autres collectivités publiques correspondent au reliquat de DGF à la charge du département pour 3 559.99 euros.

6.3. Charges à payer

Charges à payer	Montant
Dettes auprès d'établissements financiers	1 064,43
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	
Fourn. Biens et services	18 619,47
Fourn. Factures non parvenues	23 460,00
Fourn. d'immo Factures non parvenues	0,00
Dettes fiscales et sociales	
Personnel - Charges à payer	176 076,99
Organismes sociaux - Charges à payer	215 995,59
Etat - Charges à payer	100 703,69
Autres Charges à payer	7 786,84
TOTAL	543 707,01

Les charges à payer se soldent au cours du 1^{er} trimestre 2026.

7. AUTRES INFORMATIONS

7.1. Contributions volontaires en nature

Evaluer le montant des contributions en nature contribue à donner une image fidèle des ressources nécessaires au fonctionnement de l'ATI 79 ou dit autrement, cela permet d'approcher plus justement le coût économique de l'activité de l'ATI 79.

« L'association est administrée par un Conseil d'Administration élu au scrutin secret parmi ses membres. » (Article 9 des statuts).

Les membres du Conseil d'Administration sont tous, sans exception, des administrateurs bénévoles.

« Le Conseil d'Administration se réunit toutes les fois que cela est nécessaire, et au moins une fois par trimestre, sur convocation du Président, ou sur demande des deux tiers de ses membres. » (Article 10 des statuts).

Ainsi tout au long de l'exercice 2025, les membres du Conseil d'Administration ont participé à des Conseils de Vie Sociale d'établissements médico-sociaux, des regroupements de travail institutionnel, tout en exerçant leurs missions de gouvernance dans le cadre d'Assemblée Générale et/ou de Conseils.

Afin de valoriser quantitativement cette contribution en travail, nous avons retenu la valeur du SMIC horaire brut en vigueur à la date de la séance.

La contribution en travail, brute et non chargée pour 2025 s'élève donc à 1 508.76 euros.

Dates	Nombre d'heures	Valeur de l'heure de travail	Valeur de la contribution travail
janv.-25	9,00	11,88	106,92
févr.-25	17,50	11,88	207,90
mars-25	11,50	11,88	136,62
avr.-25	16,00	11,88	190,08
mai-25	9,50	11,88	112,86
juin-25	9,50	11,88	112,86
juil.-25	3,00	11,88	35,64
août-25	0	11,88	0,00
sept.-25	16,00	11,88	190,08
oct.-25	15,00	11,88	178,20
nov.-25	13,50	11,88	160,38
déc.-25	6,50	11,88	77,22
		TOTAL	1 508,76

7.2. Indemnités de fin de carrière

L'association a confié ses obligations de financement des retraites du personnel à une assurance.

En date du 31/12/2025 la dette actuarielle s'élevait à 301 379 euros et le montant de l'IFC était valorisé à hauteur de 258 396 euros.

7.3. Convention

L'association ATI 79 relève de la Convention Collective des Etablissements et Services pour Personnes Inadaptées et Handicapées du 15 mars 1966.